

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

5 Janvier - 18 Janvier 1970

LE NUMERO :

8^{me} ANNEE — N° 72

0,50 F - 5 F. B.

Le véritable rempart contre le communisme

Au Conseil National de l'U. D. R. des 29 et 30 novembre 1969 (voir "Le Monde" du 2 décembre), M. Debré a déclaré :

" Plus que jamais nous sommes le seul garant contre le totalitarisme communiste ".

A cette fière affirmation nous devons opposer un démenti formel, tiré tant de la théorie marxiste que des leçons de l'histoire : le parti bourgeois et l'Etat bourgeois n'est pas " le seul garant " de l'ordre capitaliste ; sa situation serait au contraire des plus délicates s'il était seul face au prolétariat, s'il ne disposait au sein même de celui-ci d'alliés sûrs, d'agents qui sous des dehors révolutionnaires travaillent en réalité à briser les luttes des prolétaires, à les détourner des objectifs révolutionnaires, à les soumettre finalement à la bourgeoisie.

M. Chaban-Delmas, lui, a été plus près de la vérité sans toutefois la dire toute entière :

" Ce fut toujours un des objectifs du général de Gaulle que de réunir autour de lui tous ceux qui voulaient agir (dans le " bon sens " bien entendu, NdR), qu'ils soient libéraux, démocrates-chrétiens ou socialistes. Nous ne devons pas l'oublier. "

Pardon, Monsieur le Président, mais vous avez oublié quelqu'un ! Avez-vous vraiment oublié qu'en 1944 le général de Gaulle a réuni autour de lui, non seulement les braves gens que vous citez, mais aussi et surtout le P. C. F. ? Avez-vous vraiment oublié le satisfecit que le général de Gaulle a décerné à M. Thorez ? Allons donc !

Vous savez très bien, vous homme d'Etat de la bourgeoisie, que la seule force capable en 1944 de soumettre les ouvriers aux exigences de la " reconstruction nationale ", tout comme de les embrigader auparavant pour la défense de la Patrie, c'était justement le P. C. F. Est-ce de Gaulle, Bidault ou même Léon Blum qui auraient pu leur faire avaler qu'il fallait " produire d'abord " et que " la grève est l'arme des trusts " ? Est-ce vous, par exemple, qui auriez pu obtenir des mineurs qu'ils triplent leur production à la seule force du poignet et sans augmentation de salaire, pour les beaux yeux de Marianne ? Est-ce vous, M. Debré, qui auriez fait accepter aux ouvriers la répression féroce en Algérie (45.000 morts en 1945) ou " notre " guerre d'Indochine (qui a commencé en 1946 comme chacun s'est empressé de l'oublier) ? Est-ce vous qui auriez désarmé les F.T.P. en leur disant qu'il devait y avoir " un seul Etat, une seule armée, une seule police " (et les C. R. S. furent créés...) dans notre France démocratique ? Allons donc, vous savez très bien que sans le P. C. F. vous vous seriez trouvés dans une drôle de situation !

Si nous rappelons cette période que tout le monde feint d'avoir oubliée, c'est que la jeune génération l'ignore effectivement. A tel point que nous avons entendu parler de jeunes qui, prenant le P. C. F. pour ce qu'il prétend être, ont refusé de croire qu'il a été au gouvernement ! Qu'ils lisent donc le compte rendu du Congrès de Strasbourg de 1947

où le P. C. F. se glorifie à bon droit de " Deux années d'activité pour la renaissance politique et économique de la République Française ". Chiche que le P. C. F. réédite intégralement ce chef-d'œuvre de " communisme " !

Mais il ne faut pas croire que ces années où le P. C. F. a endossé ouvertement la livrée du capitalisme français constituent une exception ou un accident de parcours. Après la courte période qui a suivi sa fondation, le triomphe de la contre-révolution mondiale et russe en particulier l'a replongé en plein dans le social-démocratisme dont il avait essayé tant bien que mal de se dégarer. Depuis les années trente, au gouvernement ou dans l'opposition, le P. C. F. peut effectivement s'affirmer " le représentant de l'intérêt national " (Projet de Thèses pour le 19^e Congrès), il a fidèlement servi et sert fidèlement la bourgeoisie française malgré ses liens (de plus en plus lâches...) avec le capitalisme russe : canaliser les grèves de 36 vers la défense de la patrie démocratique dans la deuxième guerre impérialiste, reconstruire le capitalisme français, défendre la chère " Union Française ", briser et fractionner les velléités de lutte des prolétaires, casser la grève générale de 68 en négociations par entreprise, extirper du prolétariat le plus élémentaire instinct de classe et lui inculquer sous le nom de " communisme " le social-démocratisme le plus écoulé, allions, Messieurs les bourgeois, qui d'entre vous aurait pu le faire ?

Mais alors, dira-t-on, cette bourgeoisie française qui doit tant au P. C. F., elle est d'une ingratitude noire ; au lieu de l'engueuler, elle devrait le serrer sur son cœur ! Les choses ne sont pas si simples, et toute vérité n'est pas bonne à dire. Car comme tous les partis opportunistes, le P. C. F. ne peut servir la bourgeoisie que si les ouvriers le croient révolutionnaire ! " La caractéristique de l'opportunisme (dit Lénine) c'est d'être révolutionnaire en paroles et contre-révolutionnaire en actes ". Dans la mesure même où l'opportunisme agit, il s'use : brisant non seulement les assauts révolutionnaires du prolétariat (au nom de la démocratie) mais aussi les luttes économiques les plus élémentaires (au nom de l'intérêt national), il tend forcément à se démasquer.

Le mouvement naturel de l'opportunisme est alors le mouvement pendulaire : dans une période où le prolétariat est " calme ", il enrobe (sans risque) son idéologie bourgeoise dans la " phrase révolutionnaire " ; lorsque les ouvriers entrent en lutte, il s'applique à briser cette lutte au nom de toutes les " valeurs " sacrées ; et quand la lutte est brisée, il reprend vite un langage " extrémiste " pour masquer sa trahison. C'est à ce moment aussi que la bourgeoisie vole à son secours, en stigmatisant comme " loup révolutionnaire " le bon berger qui vient de la sauver. En la poursuivant de sa hargne, elle fait d'une pierre deux coups : elle traque en réalité les restes de la résistance prolétarienne et elle revalorise son fidèle serviteur aux yeux des ouvriers, pour qu'il puisse resservir

Avec de petites variantes et sur-tout des degrés d'intensité divers, ce schéma de la tactique opportuniste se vérifie partout et toujours. des sociaux-démocrates massacrés de la Commune de Berlin en 19 ou P. C. F. en 68-69. Le P. C. F. " recueillant l'héritage des longues luttes menées par notre peuple au cours de son histoire ", ce P. C. F.

(Suite en page 4)

Qui a mis le feu aux bombes de Milan et Rome ?

Cette question que tout le monde se pose, nous la posons, nous, dans un sens tout différent. Nous ne prétendons pas savoir s'il s'agit d'une PROVOCATION ou d'un acte de " desperados ", mais quelle que soit la main qui a allumé la mèche, ce qui nous importe c'est de dégager les causes profondes d'épisodes de ce genre.

Tout d'abord, ces explosions réduisent en miettes l'idéologie démocratique, la vision d'une société harmonieuse où les " divergences " pourraient se résoudre pacifiquement. Elles font éclater en plein jour la VIOLENCE FONDAMENTALE sur laquelle repose la société bourgeoise. C'est pour cette raison d'ailleurs que les 14 morts de Milan soulèvent une indignation plus grande chez les bien-pensants que les millions de morts des guerres : la conscience bourgeoise accepte l'antagonisme entre nations, mais refuse d'admettre que dans chaque nation existent des antagonismes de classe irréductibles et tranchés, en fin de compte, par la violence ; elle frissonne d'horreur devant la " folie " criminelle de ces attentats et cherche avidement les " responsables ".

Mais le vrai responsable, c'est la société bourgeoise elle-même. La " folie " des individus n'est qu'un produit des contradictions sociales dans lesquelles ils sont broyés et ces attentats expriment à la fois l'exaspération des conflits sociaux et l'impuissance actuelle du prolétariat à les résoudre.

Dans sa phase ascendante, la bourgeoisie a prétendu " civiliser et policer " la vie sociale en extirpant toute violence. Or, l'évolution réelle de la société capitaliste est juste l'inverse : plus elle entre en putréfaction, plus la violence s'y installe ouvertement, tant au niveau des individus que des groupes sociaux. La criminalité ne cesse de croître, malgré le gonflement de l'appareil judiciaire (à New-York, il n'est pas prudent de se promener seul et non armé après minuit !) et tous les groupes, privés, semi-publics et publics usent ouvertement du gangstérisme cher aux services d'espionnages (on se souvient des attentats de la " main rouge " au moment de la guerre d'Algérie par exemple).

Personne ne serait donc étonné d'apprendre que les attentats en Italie soient l'œuvre des provocateurs fascistes ou d'une quelconque police parallèle : cette affaire est tellement louche que même les commentateurs bourgeois ont flairé l'odeur de pourriture qu'elle dégage. Et nous savons fort bien que l'Etat bourgeois n'hésite jamais à sortir du terrain de sa légalité chaque fois que ça l'avantage. Mais il est bien possible qu'ils soient le fait d'éléments radicalisés par la reprise de la lutte de classe en Italie et qui ne trouvent pas de possibilité d'exercer la violence de classe de façon efficace. Dans la mesure où les partis dits ouvriers, prétendus " socialistes " ou " communistes ", s'appliquent à châtrer la combativité ouvrière, ne lui donnent comme objectif que la défense de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la consolidation des rapports sociaux qui produisent les conflits actuels ; dans la mesure où ils ôtent aux prolétaires toute perspective révolu-

(Suite en page 2)

Les " contrats de progrès "

De " tables rondes " en " constat ", de " dialogues " en " contrat de progrès ", le gouvernement et le patronat ont réussi à se forger une arme efficace contre le déclenchement des grèves. La dernière " convention sociale " signée à l'E. D. F. comporte une clause qui engage les salariés de cette entreprise à ne déclencher aucun mouvement revendicatif sans l'équivalent d'un préavis de trois mois ! Ce texte, signé par F. O., C. F. D. T., et C. G. C., ne rencontre plus qu'une seule résistance, celle des dirigeants de la C. G. T. Encore les circonstances dans lesquelles ils ont refusé le contrat montrent-elles déjà que ce n'est de leur part qu'une manœuvre inévitable destinée à préparer une capitulation aussi honteuse qu'inévitable.

Hypocrite en effet est leur décision de " consulter le personnel " avant de se prononcer eux-mêmes sur le contrat. C'est laisser à lui seul le choix de la décision : capituler devant les propositions faites et assorties de leur " clause restrictive " ou bien reprendre la lutte. Où donc ce personnel pourrait-il trouver la conviction nécessaire pour se battre, puisque les syndicats jaunes — comme c'était prévisible — ont signé la convention et qu'on répète aux ouvriers, depuis des années, que sans l'appui de ces mêmes syndicats toute grève est impossible ? Comment les syndiqués de la C. G. T. seraient-ils capables de rejeter les offres empoisonnées contenues dans le " contrat de progrès " alors que leurs propres dirigeants, s'abritant derrière eux, n'ont pas eu le courage de le faire ? Et ceux de F. O. ou de la C. F. D. T., quelle

raison auraient-ils, dans cette confusion, de désavouer la décision de leurs propres responsables, comme la " consultation générale du personnel " prévue par la C. G. T. les invite implicitement à le faire ?

Jamais, dans des circonstances bien plus claires et lorsque leurs dirigeants refusaient de façon flagrante des grèves nécessaires, ils n'ont été sollicités pour une indiscipline syndicale

qui leur aurait alors paru bien plus légitime. La vérité, c'est qu'après des mois et des mois de luttes " décommandées ", d'actions rognées et limitées, après la dernière grève, brusquement interrompue pour des motifs serviles, l'arme perdue que constituent les " contrats de progrès " vient à point nommé parachever une offensive gouvernementale contre laquelle les dirigeants syndicaux ont désarmé les ouvriers de tout le secteur public par leurs attermolements et leurs reculades.

Prétendre ne pas savoir si la " convention sociale " proposée par l'E. D. F. est ou non acceptable, c'est se moquer du monde. Il est flagrant que les " contrats de progrès " n'ont pas d'autre but que d'obtenir des ouvriers, en échange de quelques aumônes, qu'ils renon-

(Suite en page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le Vendredi 23 Janvier, à 21 heures

SALLE LANCRY

10, Rue de Lancry (X^e)

Programme et tactique
du communisme révolutionnaire
dans la question nationale et coloniale

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les Samedis 10 et 24 janvier, de 15 h. à 19 h. 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry (X^e)
- A MARSEILLE : Les Samedis 10 et 24 janvier, de 15 h. à 19 h. 30, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU "PROLÉTAIRE"
Organe du Parti Communiste International

N° 6 — 15 Décembre 1969 - 19 Janvier 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

"Pardon de vous avoir dérangés" ou l'auto-limitation du "droit de grève"

Depuis des années les directions des syndicats de l'E.D.F.-G.D.F. accompagnent chaque petite grève d'un concert d'excuses. Mais le 26 novembre elles ont battu tous leurs records de servilité en brisant leur propre grève, en ordonnant de leur propre chef le rétablissement du courant à 11 heures du matin. Comment nos bonzes justifient-ils cette capitulation ? C'est par le fait qu'ils sont « conscients de leurs responsabilités à l'égard de la nation toute entière », dit le communiqué CGT-CFDT. Et de son côté M. Andrieu explique dans l'Humanité : « En prenant cette sage décision, alors que le mouvement avait fait la preuve de son ampleur, ils ont voulu tenir compte des difficultés hélas inévitables que les coupures de courant entraînent pour la population ! » Et toute la presse de faire chorus en invoquant le poids de « l'opinion publique ».

En réalité, ce sont les bonzes syndicaux qui ont donné la vraie raison de leur attitude, et les « rigueurs de la température » et la prétendue « impopularité » de cette grève ne sont que des prétextes inconsistants. Il est bien évident qu'une grève de l'électricité et du gaz (tout comme une grève des transports ou de la poste...) gêne aussi « la population ». Mais un syndicat de classe n'en tirerait pas argument pour s'excuser platement ni pour renoncer à la grève !

Il refuserait, pour commencer, de considérer la population comme un bloc homogène. Aux «chefs d'entreprise» et autres «employeurs» usagers de l'EDF-GDF il dirait : Eh oui, Messieurs, cette grève est aussi dirigée contre vous ! Quant à la « population laborieuse », un syndicat digne de ce nom se garderait bien de lui présenter des excuses, mais ferait appel à la solidarité de classe des prolétaires. Il dirait : **Nous avons tous le même ennemi, la bourgeoisie et son Etat. Notre lutte à nous, électriciens et gaziers, n'est qu'un morceau de la lutte générale du prolétariat ; que notre combat d'aujourd'hui renforce votre combat, et que votre combat vienne renforcer le nôtre ! Que notre volonté de lutte réveille la vôtre, et que toutes nos luttes confluent en une lutte générale contre le capital !**

Nos bonzes repoussent avec horreur ce langage de classe qui se moque de la compréhension et de la compassion pour exiger la solidarité agissante de tous les prolétaires. Ils rappellent au contraire « le caractère strictement professionnel de cette grève » : chacun pour soi... et la domination du capital sur tous. C'est qu'ils sont parfaitement conscients, comme ils le disent si bien, « de leurs responsabilités à l'égard de la nation toute entière » ; c'est qu'ils sont, comme ils l'ont dit si souvent, les plus fervents défenseurs de « l'intérêt national », qui n'est autre que l'intérêt du capital national.

Ils « protestent » contre les menaces de « réglementer le droit de grève », mais c'est surtout pour défendre leur fonction : quel besoin de limiter le droit de grève par la loi, les directions syndicales sont parfaitement capables de le limiter en fait ! Même une grève qui ne revendique que des « négociations », elles la soumettent à l'intérêt de la nation. Isoler les luttes par profession et catégorie, empêcher les ouvriers de se battre pour des objectifs précis, lutter pour... des « négociations », et casser même ces velléités de lutte, voilà le travail de ces gens qui ont depuis longtemps répudié toute « responsabilité » à l'égard du prolétariat !

Qu'ils craignent la colère des prolétaires ! Aujourd'hui ils tiennent encore le haut du pavé, mais gare au réveil. Mercredi soir, une radio périphérique se demandait si les lenteurs dans le rétablissement du courant étaient dues à des raisons techniques ou s'il n'y avait pas aussi une certaine « mauvaise humeur » de la base. Vive la MAUVAISE HUMEUR des prolétaires ! A travers ces échecs et ces capitulations, les prolétaires verront que même pour défendre efficacement leurs conditions de vie et de travail ils doivent se foutre de l'intérêt de la nation, qu'ils doivent chasser ses défenseurs des syndicats, qu'ils doivent donner à leur organisation immédiate de lutte son caractère de classe.

Pour une C.G.T. rouge !

Face au système de contrainte quasi-policier qui règne dans le syndicat ouvrier traditionnel, certains « gauchistes » suggèrent la solution de facilité, qui consiste à désertir la C. G. T., soit pour adhérer à des organisations prétendument « plus démocratiques », soit pour constituer des « comités de base », embryons de futurs syndicats « révolutionnaires ».

A ceux qui s'imaginent ainsi pouvoir insuffler un esprit de lutte de classe à toute organisation, indépendamment de son origine, de son passé historique et de sa composition sociale, ou encore en créer de toutes pièces, grâce à la réunion de

quelques éléments résolus, nous rappelons l'enseignement essentiel du marxisme : les organisations ne se fabriquent pas à volonté ; elles sont l'expression de forces matérielles qu'on ne saurait davantage diriger dans n'importe quel sens.

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les Samedis 10 et 24 janvier, de 15 h. à 19 h. 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry (X^e)
- A MARSEILLE : Les Samedis 10 et 24 janvier, de 15 h. à 19 h. 30, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

LE 37^{me} CONGRÈS DE LA C. G. T.

La fin d'une tradition révolutionnaire

C'est donc fait. La « disparition du salariat et du patronat », pierre angulaire des statuts de la C.G.T., a cédé la place, depuis le 37^e Congrès, à la « socialisation des moyens de production et d'échange ». Il s'est tout de même trouvé un délégué pour dénoncer, dans ce changement, la conséquence du réformisme. Mais cette intervention — deux lignes dans le compte rendu de " L'Humanité " — s'est perdue dans l'acquiescement imbécile d'une kermesse à confettis. Les bonzes qui y plastronnaient ont apparemment quelque droit à représenter l'opinion des générations ouvrières d'aujourd'hui ; leur imposture, c'est de prétendre continuer l'œuvre des générations glorieuses d'hier, leur cécité c'est de croire tracer la voie à celles de demain.

Les formules politiques valent par le contenu politique que l'histoire leur donne. Celle de « la disparition du patronat et du salariat » n'a pas épargné à la C.G.T. d'avant 1914 la déchéance de la collaboration de classe et de la première union sacrée. Du moins flottait-il autour d'elle comme un relent de tradition révolutionnaire que la nouvelle formule dissipe définitivement. Avec les nationalisations en économie, l'alternative démocratique en politique, la « socialisation des moyens de production et d'échange » ne peut être qu'une phrase mensongère. Ce réformisme honteux perce dans les paroles du secrétaire général de la C.G.T. lorsqu'il dit que « le capitalisme c'est la régression sociale lorsque le profit y commande tout » (comme si l'on pouvait lui assigner des « limites raisonnables »), et lorsqu'il conçoit un « système économique équilibré » sans destruction préalable du marché, de l'argent, du salariat !

« La C.G.T. de 1969 — dit-il encore — n'est ni la C.G.T.U., ni la C.G.T. des années 30. » Ce n'est que trop vrai : la C.G.T.U. luttait pour la révolution et la dictature du prolétariat ; la C.G.T. d'aujourd'hui a pour perspective... une coalition électorale ! La C.G.T. de 1930 diffère de celle d'aujourd'hui ? Pas dans le sens sous-entendu dans le discours de son secrétaire général actuel : Jouhaux et sa clique trahissaient cyniquement les grèves, les amis de Séguy le font hypocritement au nom de la négociation, ce qui, dans le fond, revient au même. La grande différence, c'est que le prolétariat de 1930 était conscient de la trahison des premiers, tandis qu'aujourd'hui une infime minorité d'ouvriers commence à pressentir celle des seconds.

Cette attitude de la classe ouvrière qui, à quarante ans de

distance, accepte une politique autrefois haïe, nous pouvons l'expliquer en suivant à la lettre le conseil de Séguy qui, toujours dans son discours, dit qu'il « faut remonter loin en arrière pour savoir ce que la C. G. T. est devenue et ne pas séparer son évolution de celle qu'a suivie le mouvement ouvrier dans notre pays » (et, ajouterons-nous, dans le monde entier).

Fort loin, en effet : jusqu'à la première guerre mondiale et à la révolution d'Octobre, qui rallia autour de son programme révolutionnaire mondial les meilleurs militants de la vieille C.G.T. Jusqu'à ce juin 1936 qui, sous l'imagerie d'Epinal d'une « grande victoire de la démocratie et de la classe ouvrière », dissimule la capitulation des communistes et de leur C.G.T.U. devant le réformisme des canailles de la social-démocratie et de leurs agents syndicaux de la vieille C.G.T. Jusqu'au tournant de la Russie stalinienne approuvant la défense nationale dans les pays bourgeois et offrant au capitalisme mondial l'arme idéologique indispensable au déclenchement de son second carnage impérialiste. Jusqu'au déferlement du patriotisme, du

chauvinisme, tant dans le P.C.F. que dans la C.G.T. réunifiée... qui, dès cette époque, n'a plus rien de commun avec sa tradition d'origine... sinon ce vestige de l'article premier de ses statuts auquel le 37^e Congrès a donné le coup de grâce.

La direction actuelle de la C.G.T., indépendamment de ses scissions et réunifications successives, est née de la dégénérescence du communisme international et de la reconversion de ses partis au réformisme. Mis à part la rupture de 1920-21 dans laquelle s'affrontaient d'authentiques crapules réformistes et des révolutionnaires indiscutables, il n'est pas vrai, Monsieur Séguy, que lors de chaque scission, « les scissionnistes se déterminèrent en réaction contre l'ascension des conceptions révolutionnaires du syndicalisme ». Ils se déterminèrent pour des raisons totalement étrangères aux intérêts de classe du prolétariat : le pacte germano-soviétique de 1939, le plan Marshall de 1947, c'est-à-dire l'alignement divergent des socialistes et des « communistes » dans les riva-

(Suite au verso)

Grève à Manufrance

Depuis le 17 novembre, les usines Manufrance, à Saint-Etienne, sont occupées pour répliquer au lock-out de la Direction. Ce lock-out faisait suite à une série de débrayages qui s'étaient produits tout au long du mois d'octobre. Les revendications initiales des grévistes portaient sur l'augmentation des salaires et la diminution des horaires de travail.

Le 3 décembre, c'est-à-dire trois semaines après le début de la grève, la Direction refuse toute augmentation de salaire « avant que l'entreprise ne soit remise sur ses rails ». De plus, elle a posé un préalable à la discussion : « les grèves sauvages ne doivent plus être considérées comme des grèves, dont le droit est reconnu par la Constitution ».

Pourquoi en est-on là ?

La tactique syndicale a été strictement défensive, laissant toutes les initiatives à la Direction : lock-out, puis licenciement de 1200 ouvriers sur 2400 !

Au lieu de s'en tenir aux premières revendications — sur les salaires et les temps de travail — les syndicats ont été obligés de mener la lutte sur le terrain choisi par la Direction ; ainsi, à la réintégration des licenciés posée bien normalement par les syndicats comme préalable à toute discussion, le patron a répondu par un autre préalable, donc nouvelle attaque de sa part.

Sur le problème essentiel, celui des salaires, la Direction se retranche derrière un prétendu déficit pour justifier son refus.

Là encore, les syndicats se placent sur le même plan et parlent « de mauvaise gestion ». Un syndicat qui défendrait réellement les intérêts des salariés ne se soucierait pas des arguments « économiques » du patronat. La meilleure gestion possible serait en effet l'exploitation maximum des ouvriers. En revanche, il est certain que la lutte contre l'exploitation dégradera « la gestion ». Dans l'entreprise comme dans la nation, il n'y a pas deux façons de gérer : le meilleur gérant est celui qui peut et qui sait le mieux exploiter les ouvriers.

Le meilleur moyen de mener une lutte, c'est d'attaquer sur ses propres revendications et de s'y tenir.

Les débrayages d'un quart d'heure, qui sont inefficaces et démoralisants, ont permis le lock-out. A partir de ce moment la Direction a mené le jeu, alors qu'une grève de tous les Etablissements Manufrance aurait pu, dès le mois d'octobre, obtenir rapidement des résultats comme l'ont montré les grèves des tramways et de Peugeot, également à Saint-Etienne.

(Suite au verso)

Impérialisme et Etat national

Dans un article récent intitulé « La nation constitue-t-elle un cadre d'organisation économique dépassé ? », nous lisons : « Il est dans la logique de la nation moderne de tendre à constituer une totalité distincte et indépendante... La question se pose de savoir si cette optique, justifiée quand l'échange international était une réalité marginale, ne devient pas erronée quand les besoins d'échanger de tout ordre se développent et se croisent jusqu'à rendre parfois trouble la notion même d'économie nationale. »

Cette constatation parfaitement juste, l'auteur l'explique par le niveau croissant des échanges internationaux, la tendance au regroupement des marchés nationaux au sein d'unions douanières, le rôle accru des monopoles de taille internationale, le développement d'un marché monétaire et financier international.

Or, cette réalité heurte de front une autre réalité : la Nation, catégorie typiquement bourgeoise. Marx avait prévu cette contradiction en montrant que l'internationalisation de la vie économique implique que les Etats nationaux disparaissent au profit d'une organisation rationnelle de la production et de la distribution à l'échelle mondiale. L'internationalisation du capital est, à cet égard, le meilleur ferment du communisme. La pénétration universelle du capital n'a jamais été aussi avancée qu'elle l'est aujourd'hui. La décolonisation et la formation des derniers Etats nationaux dans le « Tiers-Monde » a permis cette ultime poussée, soit par le biais d'investissements étrangers nouveaux, soit par les efforts internes de développement capitaliste.

Si nous reculons d'un siècle, nous trouvons une situation comparable (mais à une échelle bien moindre) au milieu du XIX^e siècle : libre-échange entre la plupart des Etats européens (1846-1880), colonisation. C'est de cette époque que date le projet des Etats-Unis d'Europe. Mais la concurrence agricole croissante des U.S.A., les crises périodiques de surproduction et surtout le développement rapide des nouveaux Etats européens (Italie, Allemagne), obligèrent les bourgeoisies nationales à revenir au protectionisme et à l'affrontement international. L'économie mondiale n'est pas une simple somme arithmétique d'économies nationales : son élément essentiel, c'est la liaison, l'interpénétration que provoque l'expansion du capital. A mesure que cette expansion gagne tous les secteurs de la vie économique, les économies nationales sont plus sensibles aux crises qui éclatent nécessairement, ainsi qu'au risque de domination et d'absorption étrangères. Ainsi s'expliquait pour l'Allemagne et l'Italie la nécessité de protéger leur industrie naissante ; pour l'Angleterre et la France, il s'agissait de se créer un vaste marché fermé au sein de leur empire colonial.

Mais la concurrence, en devenant mondiale, bouleversa les structures économiques. Pour atteindre la taille internationale, les entreprises se lancent à la conquête de nouveaux marchés. Pour conserver ces marchés, les trusts ont besoin d'une large assise, ils doivent préserver leurs arrières. D'où la nécessité de contrôler leur marché de base, d'y éliminer la concurrence. C'est l'apparition du capitalisme des monopoles. Pour peu que la concurrence extérieure fasse rage, que le partage du monde soit réalisé, les affrontements entre trusts « internationaux » aboutissent inévitablement à la lutte armée. C'est que le monopole, s'il parvient à limiter la concurrence intérieure, développe celle-ci à l'échelle internationale. Les Etats, qui représentent désormais les intérêts de ces mêmes monopoles, doivent intervenir sur le marché intérieur pour réglementer la concurrence et se préparer à soutenir par les armes les affrontements de « leur » économie centralisée, avec celle des autres Etats. Dans la société capitaliste, la guerre n'est autre chose qu'une des méthodes de concurrence capitaliste dans la mesure où

celle-ci opère dans la sphère de l'économie mondiale.

L'internationalisation de la vie économique n'est pas l'internationalisation des intérêts capitalistes. L'anarchie de la concurrence capitaliste dans le cadre de l'économie mondiale entraîne nécessairement le processus de nationalisation des intérêts capitalistes : concentration et centralisation de la production et du capital financier, création d'entreprises étatiques et mixtes, protection des branches les plus aptes à soutenir la concurrence.

Mais, dira-t-on, et le Marché Commun ? Toutes les discussions sur l'organisation d'une unité économique n'ont pas autre chose en vue que la création d'un vaste territoire économique qui apporte aux pays membres un marché protégé et étendu. Grâce à quoi ce marché confère aux monopoles une assise solide pour se lancer dans la concurrence sur le marché

extérieur, notamment contre les U. S. A. La fusion politique, elle, est une illusion bonne à faire rêver les universitaires. Chaque Etat, chaque bourgeoisie est bien trop soucieuse de préserver les intérêts de ses trusts à l'étranger et de sa domination politique à l'intérieur pour y consentir. En outre, toute crise nationale, d'origine économique ou sociale, détruit d'un seul coup des « ouvertures » laborieusement obtenues. La récente crise sociale, économique, puis monétaire française en a donné un aperçu. Et ainsi voit-on aujourd'hui la bourgeoisie française s'effrayer, au sein même du Marché Commun, de la puissante bourgeoisie allemande.

La nation, catégorie bourgeoise, n'est certes pas en voie de disparition. Son importance, au contraire, croît au rythme de l'accumulation du capital. L'auteur de notre article, après avoir souligné la nécessité des Nations (ce qui est la logique même pour un bourgeois), conclut :

« Il faudrait qu'apparaissent et que s'affirment peu à peu de nouveaux modes de calcul, de prévision et de contrôle, dans de nouveaux cadres, pour que puisse être recherché un équilibre différent

entre les besoins partiellement opposés d'autonomie et d'échange des collectivités. »

Ce langage n'est pas nouveau. C'est celui qu'ont toujours tenu les bourgeois effrayés par l'anarchie de l'économie capitaliste mondiale. Société des Nations, O. N. U., Marché Commun ont provoqué à chaque fois ce type d'illusion. Chez les réformistes également (nos « communistes » d'aujourd'hui), qui reprenant la vieille formule de l'impérialisme pacifique — réclament une vaste unité à l'échelle de l'Europe entière, dans le respect de l'intégrité des Nations, et dont le seul aspect original serait d'être... démocratique !

« Le trait le plus caractéristique du réformisme est qu'il constate scrupuleusement tous les éléments d'adaptation du capitalisme sans en voir les contradictions », écrivait Boukharine. Il ajoutait : « Pour un marxiste conséquent, tout le développement capitaliste n'est pas autre chose qu'un processus de reproduction sans cesse accru des contradictions du capitalisme. »

Ces contradictions ne trouveront leur solution que dans un autre mode de production, dans

l'organisation planifiée, à l'échelle mondiale, par dessus les nations disparues, de l'économie socialiste.

Au bout du compte, les nations peuvent-elles disparaître ? En théorie oui, comme les entreprises, mais par la guerre et une série d'absorptions de toutes sortes. En ce qui concerne les nations, l'élimination ne peut se faire pacifiquement pour les raisons que nous avons exposées. Mais rappelons-nous à ce propos ces phrases de Lénine, qui sonnent si merveilleusement vraies aujourd'hui : « Il est hors de doute que l'évolution tend à la constitution d'un trust unique, mondial, englobant toutes les entreprises sans exception et tous les Etats sans exception. Mais l'évolution s'accomplit en de telles circonstances, à un rythme tel, à travers de tels antagonismes, conflits et bouleversements — non pas seulement économiques, mais politiques, nationaux, etc. — qu'avant d'en arriver à la création d'un unique trust mondial, avant la fusion impérialiste universelle des capitaux financiers nationaux, l'impérialisme devra fatalement crever et le capitalisme se transformera en son contraire. »

LE P. C. F. ET L'IMMIGRATION

Depuis une dizaine d'années, le nombre des travailleurs étrangers en France n'a cessé d'augmenter. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas particulier à la France, mais s'étend aux principales puissances européennes, l'Allemagne en premier lieu. Dans une période où la population active ne s'accroît que très lentement, l'apport de main-d'œuvre étrangère est une nécessité vitale pour la bourgeoisie, avide de bras solides et bon marché dans les périodes d'« expansion ». En outre, ces prolétaires surexploités, presque totalement inorganisés, constituent une armée de réserve, soupape de sécurité pour éviter ou désamorcer la colère du prolétariat « national » en période de récession économique.

En 1945 fut créé l'Office National de l'Immigration (O.N.I.) chargé de recruter à l'étranger cette main-d'œuvre indispensable. L'organisme, qui octroie aux émigrants un contrat de travail et des facilités de logement, permet au patronat de contrôler cette main-d'œuvre afin de pouvoir la renvoyer où elle vient lorsque le chômage menace dans le pays. Cependant, si en décembre 1968, le nombre des travailleurs étrangers représentait 11 % de la population active en France, 82 % d'entre eux n'étaient pas passés par l'O. N. I. (« Le Monde », 3 novembre 1968).

C'est donc environ 10 % de la population active qui est ainsi livrée pieds et poings liés au bon vouloir des patrons, qui est condamnée à vivre dans des conditions d'hygiène et de logement des plus misérables avec un salaire de famine.

Voilà les faits ! Pour connaître la position des patrons, il suffit d'écouter M. Calvez, secrétaire général à la C. G. C. (« Le Monde », 25 novembre 1969), qui définit ainsi les avantages tirés par le patronat de l'emploi de main-d'œuvre étrangère : « les travailleurs étrangers acceptent certains travaux pénibles et mal rémunérés que les Français refusent et permettent ainsi le maintien de l'expansion avec les répercussions favorables que cela implique pour l'économie du pays ; ils acceptent plus volontiers la mobilité géographique et professionnelle que les salariés français, constituent un frein au vieillissement de la population active tout en permettant aux pouvoirs publics d'économiser le coût de leur éducation première. »

Face au cynisme de la bourgeoisie qui ne cache pas ses buts, les démocrates de tout poil, P. C. F. en tête, n'ont qu'une tactique commune : larmoyer sur l'exploitation « inadmissible » dont sont victimes les travailleurs étrangers et entretenir chez eux l'illusion

formule à fait fureur et le P.C.F. ne voit d'autre issue à la mauvaise « répartition des richesses » que dans ce mythe édulcoré.

Seulement, traduite en clair, la phrase du P. C. F. est encore plus remarquable ; elle signifie : répartissons les bénéfices entre tout le peuple et... il n'y aura plus d'émigration. Comme la France connaît fort peu ce problème, c'est qu'elle l'a résolu. Serions-nous en socialisme sans le savoir ?

Néanmoins, soucieux de sa clientèle ouvrière, le P. C. F. a conscience qu'il lui faut organiser ces prolétaires, s'il ne veut pas se voir débordé par des mouvements de violence inattendus. Aussi des rassemblements unissent-ils les immigrés « pour les revendications, pour un statut démocratique et social aux travailleurs immigrés, pour la paix et la victoire du peuple vietnamien ». Et « Le Peuple », (novembre 1969), précise ces revendications : « bénéficiaire des mêmes droits que les autres travailleurs en matière d'éligibilité aux élections professionnelles ». Comme si, lorsqu'un salaire de misère vous condamne au bidonville, qu'on vous exploite doublement en vous faisant faire des heures supplémentaires et en ne vous les payant pas, votre plus urgent devoir, votre premier point d'organisation, était de vous faire élire... Après cela la C.G.T. a beau jeu d'affirmer que le 37^e Congrès « sans nul doute réaffirmera avec éclat les liens de classe qui nous unissent avec les travailleurs immigrés, dans le combat pour nos revendications immédiates, pour les changements démocratiques profitables à tous, pour la solidarité internationale et pour la paix ».

La C. G. T. « oublie » seulement que les revendications ne sont pas un cahier de doléances, qu'elles sont un combat à mener sous sa direction. Elle prétend que les changements démocratiques peuvent être profitables à tous : mais tant que demeurera le salariat, tout profit pour l'un est une perte pour l'autre ; tout accroissement de salaire se traduit par une baisse de profit... qu'il faut retrouver par des cadences accélérées, un travail accru. Quant à la solidarité internationale, elle s'est toujours limitée à de pieux envois d'argent ou de mielleuses motions en faveur de la paix.

Ce que la C.G.T. cache donc sous un langage spécieux, c'est

que les prolétaires devront s'emparer de leur organisation syndicale, s'ils veulent la voir devenir révolutionnaire, qu'ils devront rétablir au fronton de sa charte "L'ABOLITION DU SALARIAT" qui passe par la grève générale et la révolution.

Dans notre période de contre-révolution, les bonzes syndicaux et politiques ont beau jeu d'exiger le calme des prolétaires sous le prétexte que l'action est aventureuse. Sous leurs discours pour enfants de Marie se lit un violent désir d'en rester à l'ordre établi, de masquer aux prolétaires de toutes nationalités que leur émancipation ne peut passer que par le renversement violent de l'Etat bourgeois, que la paix n'est pas fonction des vains desirs ou déclarations d'un Président de la République ni d'un quelconque pléniptentiaire « socialiste » ou impérialiste, mais qu'une seule voie est ouverte pour y parvenir : celle de la Révolution Sociale internationale. Déjà en mai 1968, les ouvriers immigrés de Renault ou de Citroën ont agi en internationalistes : sans se préoccuper d'un renvoi dans leur pays ou d'un emprisonnement, ils ont massivement participé aux luttes de leurs camarades français, au point que « Le Peuple » doit reconnaître que sans eux « les salariés de cette entreprise (Citroën) n'auraient pas conquis les libertés syndicales qu'ils ont maintenant ». Il en est de même chez Renault. Néanmoins, ce n'est pas pour des libertés syndicales que les prolétaires s'organisent, et ce que la C.G.T. ou le P.C.F. s'efforcent de leur dissimuler ils le retrouveront ; ils sauront rallier les rangs du Parti de classe car leur lutte est la même, qu'ils soient jaunes, blancs ou noirs.

Unifier toutes les luttes, même les plus partielles, imposer au syndicat la lutte centralisée, ce sont les jalons nécessaires à l'unité de classe ; restaurer au sein du prolétariat la doctrine marxiste du renversement de l'Etat bourgeois par la violence et de la dictature du prolétariat sous la direction du Parti, tels sont nos buts. Définis depuis plus de cent ans dans le « Manifeste Communiste », ils ne peuvent se modifier tant que durera la condition qui les a faits naître : l'exploitation capitaliste ; et malgré toute l'habitude des pontifes du « socialisme pacifique », nous savons que le prolétariat se libérera de ce joug forgé par l'opportunisme, dans un élan qui ne sera certes pas de charité !

